

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

STAR LEASE

Société anonyme au capital de 55.000.000 euros
Siège social : Tour Granite, 17 cours Valmy, CS50318, 92800 Puteaux
423 465 905 R.C.S. Nanterre

Comptes individuels au 31 décembre 2025 approuvés par l'Assemblée générale ordinaire du 26 mai 2026**I. — Bilan**

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2025	31/12/2024
Caisse, Banques Centrales, CCP		
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit (note 1 & note 20) :	252 838	275 208
Opérations avec la clientèle :		
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	0
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Opérations Crédit-bail et LOA (notes 2, 2bis, 2ter et 2quater)	464 731	876 363
Opérations de location simple (notes 2, 2bis et 2 ter)	8 172	16 493
Immobilisations incorporelles (notes 3 & 3bis)		
Immobilisations corporelles (notes 3 & 3bis)	- 0	- 0
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs (note 4)	567	932
Comptes de régularisation (note 5)	3 980	7 444
Total actif	730 287	1 176 439

Passif	31/12/2025	31/12/2024
Banques Centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit (note 8 & note 20)	568 257	1 007 848
Opérations avec la clientèle	1 585	1 868
Dettes représentées par un titre :		
Autres passifs (note 7)	14 153	18 606
Comptes de régularisation (note 9)	15 623	21 394
Provisions (note 6)	4 758	5 850
Capitaux propres hors FRBG (note 10)	125 911	120 873
- capital souscrit	55 000	55 000
- réserves	0	0
- amortissements dérogatoires	165 724	265 051
- subventions d'investissement	3 375	4 906
- Report à nouveau (+/-)	-204 084	-278 759
- Résultat de l'exercice (+/-)	105 896	74 676
Total passif	730 287	1 176 439

	31/12/2025	31/12/2024
Engagements donnés (note 11)		
Engagement de financement	56	8 472
Engagement de garantie		
Autres engagements	-	-
Engagement sur titres		
Engagements reçus (note 12)		
Engagement de financement	-	-
Engagement de garantie	-	-

Autres engagements	-	0
Engagement sur titres		

II. — Compte de résultat

	31/12/2025	31/12/2024
Produits et charges d'exploitation bancaire		
+ Intérêts et produits assimilés (note 13) :	6 610	8 297
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	6 610	8 297
+ Autres intérêts et produits assimilés		
- Intérêts et charges assimilées (note 13 Bis) :	-11 689	-16 795
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-11 689	-16 795
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		
- Autres intérêts et charges assimilées		
+ Produits sur opérations de crédit-bail et de LOA (note 14)	422 476	569 341
- Charges sur opérations de crédit-bail et de LOA (note 14)	-403 312	-547 927
+ Produits sur opérations de location simple (note 14)	8 759	12 564
- Charges sur opérations de location simple (note 14)	-8 042	-11 485
+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
+ Commissions (produits)	1 535	2 119
- Commissions (charges)	-22	-42
+/- Gains ou pertes sur opérations financières		
Autres produits et charges ordinaires		
+ Autres produits d'exploitation (note 15)	45	524
- Produits divers de gestion courante	45	524
- Quote part d'exploitation faites en commun	0	0
- Autres charges d'exploitation (note 15)	92	-120
- Charges diverses de gestion courante	92	-120
- Quote part d'exploitation faites en commun	0	0
Produit net bancaire	16 451	16 477
- Charges générales d'exploitation (note 16) :	-6 156	-5 718
- Frais de personnel		
- Autres frais administratifs	-6 156	-5 718
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
Résultat brut d'exploitation	10 296	10 759
+/- Coût du risque (note 17)	-3 727	-10 379
Dont correction d'erreur sur la décote IAS		
Résultat d'exploitation	6 569	380
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés (Titres de participation)	0	0
+/- Résultat ordinaire avant impôt :	6 569	380
+/- Résultat exceptionnel avant impôt (note 18)	0	0
+/- Impôt sur les bénéfices (note 19)	0	0
+/- Dotations/reprises FRBG et provisions réglementées	99 327	74 296
+/- Résultat de l'exercice	105 896	74 676

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale constate que l'exercice 2025 se solde par :

- un bénéfice de : 105 895 914 €,
- report à nouveau antérieur : - 204 083 929 €.

L'Assemblée Générale décide d'affecter cette somme de 105 895 914 € au report à nouveau débiteur qui s'élève à - 98 188 015 €.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

IV. — Notes annexes aux comptes sociaux

I. — Activité

STAR LEASE est une société qui finance en crédit-bail mobilier et location financière des clients, des marchés des professionnels et des entreprises du groupe Société Générale exclusivement, depuis le 01 janvier 2023.

II. — Information sur le choix des méthodes utilisées

Les comptes sociaux de STARLEASE au 31/12/2025 sont établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux Établissements de crédit et aux Sociétés de Financement définis à l'article L511-1 du Code monétaire et financier, telles qu'elles sont prévues par le règlement n° 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables, modifié par le règlement ANC n° 2022-06 du 04 novembre 2022, et conformément au règlement ANC n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, mis à jour de l'ensemble des règlements de l'ANC le modifiant.

L'Autorité des Normes Comptables a publié le 7 juillet 2023 le règlement n° 2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers. Ce règlement modifie le règlement ANC n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, en supprimant la notion de transfert de charge au poste « Autres produits d'exploitation bancaire ».

La présentation des comptes individuels de STARLEASE n'est pas affectée par l'entrée en vigueur de ce règlement.

Les principes comptables généralement acceptés ont été appliqués, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes ;
- - indépendance des exercices.

La méthode de base retenue est l'évaluation au coût historique des éléments inscrits en comptabilité.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Suite à la fusion juridique entre le Crédit du Nord et la Société Générale depuis le 01 janvier 2023, les comptes sont consolidés au niveau de la Société Générale située à : 17 cours Valmy 92 800 Puteaux

III. — Principes comptables et méthodes d'évaluation

Immobilisations

III-1. – Immobilisations données en location

Les immobilisations corporelles sont constituées de matériel industriel, de matériel informatique, de mobilier de bureau et de matériel de transport dont la valeur brute correspond à la valeur d'entrée des biens, majorée des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens dans la limite de la dégressivité admise sans pour autant pouvoir être inférieurs au minimum linéaire.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions :

L'amortissement dérogatoire s'élève à 165 724 k € à fin 2025. Il est comptabilisé en capitaux propres.

Les dispositions prévues par le règlement ANC 2014-07, n'ont pas été appliquées aux immobilisations données en location dans la mesure où celles-ci sont retraitées en location financement dans les comptes consolidés et la charge de renouvellement incombe au locataire.

Les traitements comptables en cours, en matière d'amortissement, ont été maintenus.

III-2. – Immobilisations d'exploitation

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur valeur d'acquisition nette de T.V.A. récupérable.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens, selon le mode linéaire ou dégressif.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

- Agencements et installations	8 à 10 ans
- Mobilier et matériel de bureau	5 ans à 10 ans
- Matériel informatique	3 ans à 5 ans
- Matériel et outillage	4 ans à 6 ans
- Matériel de transport	4 ans à 8 ans

Les dotations aux amortissements des immobilisations données en location sont portées dans les charges sur opérations de Crédit-bail et Loa ou de Location simple, celles des immobilisations d'exploitation sont portées dans les dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles.

III-3. – Réserve latente

Dans les comptes financiers, l'encours financier des contrats est substitué aux immobilisations nettes données en location. La différence entre les encours financiers et la valeur nette comptable est représentée par la réserve latente brute. Cette dernière était de 387 324 K€ à l'ouverture et de 289 410 K€ au 31/12/2025.

C. — Créances et dettes

Les créances et les dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances et dettes rattachées sont évaluées selon la méthode dite du prorata temporis.

La sélection des risques repose sur des procédures qui varient suivant le montant du crédit consenti. L'acceptation des dossiers supérieurs à 150 000 € est totalement réalisée par un chargé d'étude. Les dossiers de montants inférieurs sont acceptés à partir d'outils décisionnels expert et d'analyse de bilans par des spécialistes métiers.

Par l'application du Titre 2 au Livre II du règlement ANC 2014-07, il est distingué dans l'annexe les créances saines et les créances douteuses.

- Les encours douteux sont les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :
 - Lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ;
 - Lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles que l'on peut conclure à l'existence d'un risque avéré ;
 - S'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.
- Lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis.

L'identification intervient à la déchéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat.

Chaque client possédant un dossier répondant aux critères de défaut Bâlois dans le groupe Société Générale verra tous ses dossiers déclassés même s'ils ne répondent pas encore à ces critères de déclassement.

Les créances ont été dépréciées le cas échéant par voie de dépréciation enregistrée en déduction de cet encours pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les clients douteux et douteux compromis Entreprise sont dépréciés individuellement (sur la base d'estimation de récupération) si la créance est de montant significatif (> 30 K€), et statistiquement (par application d'un taux moyen) dans le cas contraire.

Les récupérations prévisionnelles sont actualisées au taux moyen de rendement de l'encours des deux dernières années sur une période de recouvrement estimée.

Conformément à l'article 2231-3 du chapitre 3 sur le traitement comptable du risque de crédit dans le règlement ANC n° 2014-07, la reprise de dépréciation liée au passage du temps est comptabilisé en coût net du risque. Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés et dépréciés en totalité pour la partie non encaissée.

Les clients qui ne sont pas en procédures collectives ou qui n'ont pas fait l'objet d'une résiliation de leur contrat peuvent après régularisation de leurs impayés ayant généré le déclassement initial, passer à nouveau en encours sain.

A fin 31/12/2025, les provisions calculées sur une base individuelle s'élèvent à 21 932 K€, et les provisions déterminées à partir d'un taux statistique s'élèvent à 4 980 en K€.

Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés et provisionnés en totalité pour la partie non encaissée.

Les créances sont inscrites en pertes dès que leur irrécouvrabilité est prononcée. Celle-ci peut être déclarée dès lors qu'il est devenu impossible d'instrumenter le débiteur.

Dans tous les cas, ce constat est formalisé pour chaque créance.

Gestion des crédits restructurés.

De nouvelles directives ont été données par l'European Banking Authority (EBA) en matière d'exposition non performante et de crédits restructurés dans le respect des obligations réglementaires et comptables IFRS auxquelles le Groupe est astreint, en particulier les nouvelles déclinaisons de la réglementation européenne « Bâle III » ou CRD IV.

Sont dits restructurés les financements dont le montant, la durée ou les modalités financières sont modifiées contractuellement du fait de l'insolvabilité de l'emprunteur (que cette insolvabilité soit avérée ou à venir de façon certaine en l'absence de restructuration) dans le but d'assurer la pérennité des paiements.

Le périmètre des crédits restructurés se décline en 3 populations :

- Les encours en défaut restructuré : la contrepartie est mise en défaut, s'il ne l'était pas déjà, à compter de la validation de sa mise en restructuration, pendant une période minimum d'un an, si la restructuration est validée avant le 20 octobre 2020 (mise en place de la Nouvelle Définition du Défaut).
Si une restructuration est validée après le 20 octobre 2020 sur une contrepartie saine, celle-ci pourra rester en sain si la décote résultante est $< 1\%$, et sauf décision contraire du gestionnaire (cf. application des lignes directrices de l'EBA du 2 avril 2020)
- Les encours en sain restructuré probatoire : mise en période de probation de 2 ans maximum après la sortie du défaut soit une mise sous surveillance [Watch List] avec passage en défaut au 1^{er} impayé,
- Au-delà de la période de probation, les règles standards de mise en défaut s'appliquent à nouveau et l'encours figure en sain standard.

Les principes habituels du provisionnement s'appliquent aux crédits restructurés.

D. — Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

E. — Engagements sociaux

La société STAR LEASE n'a pas de personnel propre.

Elle utilise du personnel détaché de FRANFINANCE et de la SG qui lui est refacturé.

F. — Impôt sur les sociétés

Depuis le 1^{er} janvier 2010, STAR LEASE fait partie du périmètre d'intégration fiscale dont la société mère est la Société Générale (art. 223 A à U du CGI).

La convention d'intégration fiscale retenue est la convention de neutralité. Cela signifie qu'en matière d'impôt sur les sociétés (ainsi que de contribution additionnelle et de Contribution Sociale sur les Bénéfices), l'impôt est déterminé par STAR LEASE comme en l'absence d'intégration fiscale. Les montants ainsi calculés, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, sont dûs à la société mère.

STAR LEASE et SOCIETE GENERALE ont convenus de prendre en compte les déficits générés par la société intégrée entre le 01/01/2001 et le 31/12/2021 et que ceux-ci étaient à reporter pour le calcul de la dette d'impôt.

STAR LEASE et SOCIETE GENERALE ont convenu de conserver les déficits pour les imputer sur les bénéfices futurs et non comme une subvention d'IS dont STARLEASE demanderait le remboursement à SOCIETE GENERALE.

G. — Commissions

La rubrique « commissions » comprend principalement les commissions reçues d'assurance.

H. — Reconnaissance des loyers

Pour les dossiers réaménagés, la société comptabilise les loyers inégaux selon les dispositions de l'avis n°29 du CSOEC, conduisant à répartir de manière linéaire le produit des loyers sur la durée du contrat. Les loyers restants dûs sont donc étalés sur la durée restante du contrat à la mise en place du réaménagement. Les dossiers concernés sont ceux pour lesquels le réaménagement a modifié le rythme d'amortissement financier du contrat, principalement les renégociations simples ou complètes, les changements de périodicité, de taux, de quantième.

Cette approche conduit à comptabiliser en produit à recevoir une partie des loyers futurs restants à facturer. Ces produits s'élèvent à 3,9 M€ à fin décembre 2025.

I. — Rémunération des dirigeants.

STARLEASE doit mentionner la rémunération globale versée aux membres des organes d'administration et de direction. Etant donné que seul un dirigeant (Directeur Général) est rémunéré par Starlease via une refacturation de Société Générale, mentionner cette information reviendrait à communiquer sa rémunération individuelle.

Starlease a donc choisi de ne pas communiquer cette rémunération.

J. — Transactions avec les Parties Liées.

En application du règlement de l'ANC n° 2014-07, les transactions avec les parties liées étant conclues à des conditions normales de marché, elle ne sont pas détaillées dans l'annexe.

K. — Faits marquants de l'exercice

Néant

L. — Evénements postérieurs à la clôture

L'escalade récente du conflit au Moyen-Orient intervenue à compter du 28 février 2026 constitue un événement postérieur à la clôture sans incidence sur les comptes. A date, aucun impact significatif pour la société n'a été identifié, étant précisé que le niveau d'incertitude sur les conséquences directes et indirectes du conflit demeure élevé.

Note 1. – Créances sur les établissements de crédit

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Créances à vue	447	1
Créances à terme	252 391	275 206
Total	252 838	275 208

Note 2. – Opérations de crédit-bail et de location assimilée

Eléments (En milliers d'euros.)	Brut 31/12/2024	Acquisitions	Cessions	Brut 31/12/2025	Amortissements et Dépréciations	Valeur nette Comptable *
Crédit bail mobilier						
Immobilisation	2 592 789	33 890	719 671	1 907 007	1 461 929	445 078
Dont commissions restant à étaler	1 143			0		
Créances douteuses	23 757	0	1 570	22 187	11 959	10 228
Créances douteuses compromises	30 769	265	0	31 034	23 687	7 346
Créances rattachées	1 843	236	0	2 079	0	2 079
Total	2 649 158	34 390	721 242	1 962 307	1 497 576	464 731

Eléments (En milliers d'euros.)	Brut 31/12/2024	Acquisitions	Cessions	Brut 31/12/2025	Amortissements et Dépréciations	Valeur nette Comptable
Location simple						
Immobilisation	58 995	133	21 864	37 265	29 827	7 438
Dont commissions restant à étaler	11			0		
Créances douteuses	264	14	0	278	209	69
Créances douteuses compromises	346	0	161	185	136	49
Créances rattachées	335	281	0	616	0	616
Total	59 941	428	22 024	38 344	30 172	8 172

*Conformément à l'avis 2009-05 du 2 juillet 2009 du Conseil National de la Comptabilité, les commissions d'apports restant à étaler ont été reclassées dans le poste "opérations de crédit bail et LOA" et "opérations de location simple"

Note 2 bis. — Dépréciations des créances douteuses sur opérations de crédit-bail et de location assimilée

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	Dotations	Reprises	31/12/2025
Crédit bail mobilier (1)				
Créances douteuses	14 939	11 959	14 939	11 959
Créances douteuses compromises	23 696	23 687	23 696	23 687
Total	38 635	35 646	38 635	35 646

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	Dotations	Reprises	31/12/2025
Location simple (1)				
Créances douteuses	199	209	199	209
Créances douteuses compromises	174	136	174	136
Total	374	345	374	345

(1) le montant des pertes sur l'exercice 2025 est de 8 553 K€ et des récupérations est de 864 K€

Note 2 ter. — Dépréciation collective sur encours sains

Eléments (En milliers d'euros.)	Assiette (encours sains)	Provision collective 2024	Dotations	Reprises	Provision collective 2025
Crédit bail mobilier et Location simple	530 883	0	0	0	0
Total	530 883	0	0	0	0

Note 2 quater. — Amortissements sur opérations de crédit-bail et de location assimilée

Eléments (En milliers d'euros.)	Amortissements 31/12/2024	Dotations	Reprises	Reclassement (1)	Amortissements 31/12/2025
Crédit bail mobilier et assimilé	1 734 160	276 262	645 068	-96 576	1 461 929
Total	1 734 160	276 262	645 068	-96 576	1 461 929

Eléments (En milliers d'euros.)	Amortissements 31/12/2024	Dotations	Reprises	Reclassement (1)	Amortissements 31/12/2025
Location simple	43 074	4 115	20 113	-2 751	29 827
Total	43 074	4 115	20 113	-2 751	29 827

(1) L'amortissement dérogatoire est placé dans les capitaux propres :

* Au 31/12/25, le montant des amortissements dérogatoires placé dans les capitaux propres s'élève à 165 724 k €

* Au 31/12/24, le montant des amortissements dérogatoires placé dans les capitaux propres s'élève à 265 051 k €

Soit un différentiel de -99 327 K€, lié à la reprise d'amortissements dérogatoires au titre de l'exercice

Note 3. — Immobilisations incorporelles et corporelles

Eléments (En milliers d'euros.)	Brut 31/12/2024	Acquisitions	Cessions	Virements Comptables	Variations Cours Devises	Brut 31/12/2025	Amortissements	Valeur nette Comptable
Immobilisations incorporelles								
Immobilisations corporelles								
- matériel de transport	0	0	0	0	0	0	0	0
- matériel de bureau	0	0	0	0	0	0	0	0
- mobilier de bureau	1	0	1	0	0	0	0	0
- matériel informatique	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	1	0	1	0	0	0	0	0

Note 3 bis. — Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Eléments (En milliers d'euros.)	Amortissements 31/12/2024	Dotations Linéaires	Dotations Dégressives	Reprises	Reclassement	Amortissements 31/12/2025
Amortissements incorporelles						
Amortissements corporelles						
- matériel de transport	0	0	0	0	0	0
- matériel de bureau	0	0	0	0	0	0
- mobilier de bureau	1	0	0	1	0	0
- matériel informatique	0	0	0	0	0	0
Total	1	0	0	1	0	0

Note 4. – Autres actifs

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Impôt différé actif sur déficits fiscaux	0	0
Provision sur impôt différé actif	0	0
Autres actifs sur l'Etat, impôts et taxes	454	726
Débiteurs divers	112	206
Créances douteuses / op sur titres et divers	0	0
Total	567	932

Note 5. — Comptes de régularisation

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Charges constatées d'avance	0	0
Charges à répartir	0	0
Produits à recevoir	3 980	7 422
Divers	0	22
Total	3 980	7 444

Note 6. – Provisions

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	Dotations	Reprises	31/12/2025
Provision VNC ITNL	5 010	3 677	5 010	3 677
Provision pour risque opérationnel	168	55	174	49
Provision collective saine	672	1 031	672	1 031
Provision pour risques et charges	0			0
Total	5 850	4 763	5 856	4 758

Note 7. – Autres passifs

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Fournisseurs	643	2 371
Etat, impôts et taxes	12 034	13 827
Créditeurs divers	1 415	2 246
Dépôts de garantie	61	162
Total	14 153	18 606

Note 8. – Dettes envers les établissements de crédit

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Dettes à vue :	53	1 350
- Dettes principal	0	1 295
- Dettes rattachées	53	54
Dettes à terme :	568 203	1 006 499
- Emprunts et comptes à terme	567 312	1 005 177
- Dettes rattachées	891	1 322
Total	568 257	1 007 848

Note 9. – Comptes de régularisation

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Loyers constatés d'avance	15 401	21 046
Charges à payer	109	198
Compte régularisation divers	113	151
Total	15 623	21 394

Note 10. – Capitaux propres

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2024	Résultat de l'exercice	Affectation du résultat	Autres variations	31/12/2025
Capital	55 000				55 000
Primes d'émission	-				-
Réserve légale	0				0
Réserves réglementées	-				-
Réserves ordinaires	-				-
Provisions réglementées	-				-
Amortissements dérogatoires	265 051			- 99 327	165 724
Subvention d'investissement	4 906			- 1 531	3 375
Report à nouveau	- 278 759		74 676		- 204 084
Résultat	74 676	105 896	- 74 676		105 896
Total	120 873	105 896	-	- 100 857	125 911

(1) Au 31/12/2025, le capital social se compose de 2 750 000 actions de nominal 20 EUR.

(2) La part de l'amortissement dérogatoire est placée dans les capitaux propres pour un montant de 165 724 K€.

Note 11. – Engagements donnés

Catégories d'engagements (En milliers d'euros.)	Au profit de				Autres	Total
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres Entreprises Liées		
Engagements en faveur des E. C.						
Engagements sur instruments financiers :						
Engagements en faveur de la clientèle						
- Engagements relatif aux opérations de CB					56	56
- Engagements relatif aux opérations de LF					0	0
Engagements de garantie						
- Commissions bancaires						
Autres engagements				0		0
Total				0	56	56

Note 12. – Engagements reçus

Catégories d'engagements (En milliers d'euros.)	Accordés par				Autres	Total
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres Entreprises Liées		
Engagements de financements				0		0
Engagements sur instruments financiers						
Engagements de garantie						

- Garanties reçues concernant les opérations de crédit-bail				0		0
Autres engagements						0
Total				0		0

Note 13. – Intérêts et produits assimilés

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Sur opérations avec les établissements de crédit (1)	6 610	8 297
- Intérêts sur compte ordinaire	0	0
- Intérêts sur compte et prêts	6 610	8 297
Sur opérations avec la clientèle	0	0
- Autres intérêts	0	0
Sur opérations de hors-bilan engagement	0	0
Total	6 610	8 297
(1) Dont intérêts courus à recevoir		
- sur compte ordinaire :	0	
- sur compte et prêts :	1 551	

Note 13 bis. — Intérêts et charges assimilés

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Sur opérations avec les établissements de crédit (1)	11 689	16 581
- Intérêts sur compte ordinaire	0	1
- Intérêts sur compte et emprunts	11 689	16 580
Sur opérations avec la clientèle	0	0
- Autres intérêts	0	0
Charges sur opérations de hors-bilan	0	214
Total	11 689	16 795
(1) Dont intérêts courus à payer		
- sur compte ordinaire :	0	
- sur compte et emprunts :	-891	

Note 14. – Produits et charges sur opération de Crédit-bail et location assimilée

Détail des produits sur opérations de crédit-bail

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025		31/12/24	
	Crédit-bail	Location simple	Crédit-bail	Location simple
Loyers	389 804	6 639	528 984	10 104
Assurances	0	0	0	0
Indemnités de résiliation, autres produits	5 604	-43	11 908	67
Plus-values sur cessions	26 952	2 161	28 965	2 400
Provisions pour dépréciation	-8 567	-62	-8 682	-64
Reprises provision pour dépréciation N-1	8 682	64	8 167	56
Autres	0	0	0	0
Total	422 476	8 759	569 341	12 564

Détail des charges sur opérations de crédit-bail et location assimilée

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025		31/12/24	
	Crédit-bail	Location simple	Crédit-bail	Location simple
Dotations aux amortissements linéaires et dégressives sur opérations de crédit bail et de location	372 838	6 866	516 242	10 397
Dotations aux amortissements dérogatoires comptabilisées en capitaux propres				
Moins-values sur cessions	27 504	1 166	27 616	1 076
Autres	2 970	10	4 069	12
Dont commissions d'apport*	698	5	1 266	12
Total	403 312	8 042	547 927	11 485

*Conformément à l'avis 2009-05 du 2 juillet 2009 du Conseil National de la Comptabilité, les commissions d'apports ont été reclassées dans le poste "charges sur opérations de crédit bail et LOA" et "charges sur opérations de location simple". Ces commissions étaient enregistrées en 2009 dans le poste "charges de commissions".

Note 15. – Autres Produits d'exploitation bancaire

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
- Sur produits divers de gestion courante	-45	-524
- Sur Quote part d'exploitation faites en commun	0	0
Total	-45	-524

Note 15. – Autres Charges d'exploitation bancaire

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
- Sur charges diverses de gestion courante	-92	120
- Sur Quote part d'exploitation faites en commun	0	0
Total	-92	120

Note 16. – Autres charges générales d'exploitation

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Impôts et taxes	998	262
Locations	4	5
Refacturations sociétés groupe	4 477	5 325
Transports, déplacements	0	0
Services extérieurs	-5	51
Frais légaux	164	-361
Honoraires CAC	44	49
Honoraires divers	406	240
Frais de télécommunications et postaux	0	0
Autres charges diverses	67	147
Frais pédagogiques et formation	0	0
Total	6 156	5 718

Note 17. – Coût du risque

Eléments (en KEUR)	31/12/2025	31/12/2024
Perte sur clients et débiteurs divers	-8 553	-10 064
Dotations aux dépréciations sur clients et débiteurs divers (1)	-31 128	-35 441
Dotations/ Reprises encours sain	-360	210
Reprises de dépréciations sur clients et débiteurs divers (2)	35 449	34 356
Dont correction d'erreur sur décote IAS		
Profits sur clients	864	560
Total	-3 727	-10 379

(1) COMITE DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE REGLEMENT N° 2002-03 DU CRC DU 12 DECEMBRE 2002 RELATIF AU TRAITEMENT COMPTABLE DU RISQUE DE CREDIT modifié par le règlement n° 2005-03 du CRC du 3 novembre 2005, par le règlement n° 2007-06 du 14 décembre 2007 et par le règlement n° 2014-02 du 6 février 2014 de l'Autorité des normes comptables, la dépréciation des créances liée au passage du temps a été comptabilisée en coût du risque.

(2) COMITE DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE REGLEMENT N° 2002-03 DU CRC DU 12 DECEMBRE 2002 RELATIF AU TRAITEMENT COMPTABLE DU RISQUE DE CREDIT modifié par le règlement n° 2005-03 du CRC du 3 novembre 2005, par le règlement n° 2007-06 du 14 décembre 2007 et par le règlement n° 2014-02 du 6 février 2014 de l'Autorité des normes comptables, la reprise de dépréciation des créances liée au passage du temps a été comptabilisée en coût du risque.

Note 18. – Produits exceptionnels

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Produit divers d'exploitation	0	-108
Total	0	-108

Note 18. – Charges exceptionnelles

Néant

Note 19. – Impôt sur les bénéfices

Eléments (En milliers d'euros.)	Résultat avant impôt	Reprise d'impôt différé actif sur déficits fiscaux (1)	Reprise de provision sur impôt différé actif - déficits fiscaux (2)	Impacts fiscaux divers	Impôts nets	Résultat net après impôt
Résultat courant	105 896	0	0	0	0	105 896
Résultat exceptionnel	0	0	0	0	0	0
Total	105 896	0	0	0	0	105 896

Note 20. – Emplois et ressources opérationnels ventilés selon la durée restant à courir

Eléments (En milliers d'euros.) Emplois	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Créances sur les établissements de crédit :						252 838
- A vue	447					447
- A terme	48 003	28 552	27 004	55 812	93 020	252 391
Créances sur la clientèle :						0
- Autres concours à la clientèle						
- Comptes ordinaires débiteurs						
Total	48 450	28 552	27 004	55 812	93 020	252 838

Eléments (En milliers d'euros.) Ressources	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit :						568 257
- A vue	13	40				53

- A terme	87 282	204 174	160 441	110 970	5 336	568 203
Comptes créditeurs de la clientèle :						1 585
- A vue	1 585	-	-	-		1 585
- A terme						
Total	88 880	204 214	160 441	110 970	0	569 841

Opérations se rapportant à des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation

Rubriques (en KE)	Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles la Sté a un lien de participation
Actif		
Créances sur les établissements de crédit	0	
Autres Actifs		
Passif		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	0	
Hors bilan		
Engagements donnés	0	
Engagements reçus	0	

Filiales et participations

Néant

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société STAR LEASE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe " II. INFORMATION SUR LE CHOIX DES METHODES UTILISEES " au sein de l'annexe des comptes annuels qui expose les incidences de la première application du règlement ANC n°2023-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 4 mai 2026
Les commissaires aux comptes

KPMG S.A.
Nicolas DE LUZE
Associé

PricewaterhouseCoopers Audit
Amel HARDY-BEN BDIRA Mathieu GICQUEL
Associée Directeur

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social de STAR LEASE sis Tour Granite, 17 cours Valmy, CS50318, 92800 Puteaux.